



POUR INFORMATION

TROISIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Le point sur les activités liées à la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)

a) Activités du Bureau, notamment l'Initiative focale sur la responsabilité sociale des entreprises, et du Centre international de formation

1. Le présent document, demandé par la Sous-commission sur les entreprises multinationales, donne brièvement de nouvelles informations sur les activités du BIT, y compris le Centre international de formation, concernant la RSE. Il met à jour les informations fournies précédemment¹ et tient compte des suggestions formulées à la session de mars 2007 du Conseil d'administration².

Vers une approche plus cohérente et mieux ciblée de la RSE

2. A sa dernière session, la sous-commission a insisté sur la nécessité de mieux définir et cibler le rôle de l'OIT dans l'orientation du débat sur la RSE ainsi que sur la nécessité pour le Bureau d'assurer la cohérence des activités dans ce domaine³. Conscient de l'importance et de la nécessité d'aller de l'avant, le Bureau s'est attaché à répondre à cette demande de diverses manières.
3. Le Bureau a entrepris d'examiner, au niveau des directeurs exécutifs, la stratégie à adopter vis-à-vis des activités liées à la RSE. La discussion a principalement porté sur la manière de renforcer la stratégie de l'Organisation dans ce domaine afin de mieux définir son rôle dans le débat sur la RSE ainsi que sur les moyens d'améliorer la capacité du BIT de participer à des activités relatives à la RSE et d'optimiser les synergies entre ses différentes unités, au siège et sur le terrain. Les domaines suivants ont été identifiés: formation du personnel du BIT; partage des connaissances; coordination à l'intérieur du Bureau;

¹ Document GB.298/MNE/2/1.

² Document GB.298/10.

³ *Ibid.*

sensibilisation; engagement vis-à-vis des entreprises. Des progrès ont déjà été réalisés dans chacun de ces domaines (voir plus loin). En outre, un réseau informel d'experts du Bureau, formé de spécialistes de chaque secteur, a été mis sur pied afin de faciliter la coordination des activités et de rendre plus cohérente la base de connaissances sur la RSE.

4. Pour promouvoir les principes énoncés dans la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (Déclaration sur les EMN) en tant que point de référence propre à favoriser l'adoption, en matière de RSE, de bonnes politiques et pratiques d'emploi et de travail, le Programme des entreprises multinationales (EMP/MULTI) est en train de mettre au point, à partir de ce qui existe déjà, des matériels de référence et de formation pour le personnel du BIT. Ces matériels permettront au personnel de mieux comprendre les principes énoncés dans la Déclaration sur les EMN et de promouvoir son utilisation d'une façon plus cohérente.
5. L'Initiative focale sur la responsabilité sociale des entreprises a continué à servir de plateforme à la diffusion des connaissances et informations relatives à la RSE. Un forum sur les rapports présentés par les entreprises au titre de la RSE a été organisé durant la session de mars 2007 du Conseil d'administration. Les discussions qui ont eu lieu au cours de ce forum ainsi qu'au cours d'un autre forum (Audit social, contrôle et certification) organisé durant la session de novembre 2006 du Conseil d'administration aideront beaucoup à définir les programmes du BIT en matière de RSE durant le prochain exercice.
6. Réuni en septembre, le Groupe de coordination de l'Initiative focale a principalement discuté de la collaboration entre le siège et les structures extérieures, notamment des moyens par lesquels le Bureau pourrait répondre efficacement aux demandes externes d'avis sur la manière de traduire dans la pratique, au niveau des entreprises, les principes qui doivent régir le travail. Le groupe est convenu de la nécessité de consultations approfondies et d'un dialogue interne continu pour définir les éléments et le processus nécessaires pour assurer des services de qualité. Il est proposé que le groupe de coordination poursuive son travail au cours du prochain exercice.
7. Enfin, MultiForum07, organisé pour marquer le 30^e anniversaire de la Déclaration sur les EMN, devrait beaucoup aider le Bureau à définir sa politique et ses programmes en matière de RSE au cours du prochain exercice.

Le point sur les activités du Bureau relatives à la RSE

8. Les activités nouvelles signalées sont notamment les suivantes ⁴.

I. Développement des connaissances

9. L'IPEC a entrepris des études de cas sur le rôle de la RSE dans la lutte contre le travail des enfants dans l'industrie de fabrication de ballons de football au Pakistan ainsi que dans la production de cacao en Afrique occidentale et dans les plantations de canne à sucre en El Salvador. Il a participé à une évaluation du système de contrôle du travail des enfants dans la production de ballons de football à Sialkot, au Pakistan. Il a aussi analysé les bases de données existantes afin d'identifier les entreprises et les initiatives qui incorporent la lutte contre le travail des enfants dans la RSE.

⁴ Les activités sont présentées selon les rubriques définies dans le document GB.295/MNE/2/1 (annexe). Voir le document GB.300/MNE/1 pour les activités mises en œuvre par EMP/MULTI.

10. Le Département des conditions d'emploi et de travail (TRAVAIL) a produit une série de fiches d'information sur le temps de travail et l'organisation du travail, sur les moyens de concilier vie professionnelle et vie familiale ainsi que sur le salaire minimum. On y trouve des explications des questions qui se posent dans ces domaines ainsi que des exemples de politiques et pratiques efficaces. La nouvelle série de fiches d'information sur la protection de la maternité est en cours d'élaboration; la série relative aux moyens de concilier vie professionnelle et vie familiale inclura l'économie informelle; enfin, la nouvelle série de fiches sur le temps de travail et l'organisation du travail présente les principales conclusions et implications du nouveau rapport de TRAVAIL sur le temps de travail dans le monde (*Working time around the world*). Une base de données en ligne sur la législation régissant les conditions de travail et d'emploi a été mise sur pied ⁵.
11. SECTOR et EMP/MULTI ont analysé les chaînes de valeur du secteur des technologies de l'information à l'occasion de la Réunion tripartite sur la production de composants électroniques pour les industries des technologies de l'information (avril 2007) ⁶. Une analyse du secteur des produits alimentaires et des boissons a également été entreprise dans le cadre de la Réunion tripartite sur l'impact des filières alimentaires mondiales sur l'emploi dans le secteur des produits alimentaires et des boissons (septembre 2007) ⁷.
12. L'Institut international d'études sociales et EMP/MULTI ont élaboré une étude de cas de la RSE et des implications au niveau du développement local du projet de Michelin «Ouro Verde Bahia», au Brésil. Un atelier tripartite a été organisé pour l'examen du contenu de cette étude.
13. Le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique a recensé une série de pratiques efficaces en matière de RSE résultant de programmes du BIT dans la région, ce qui fournira d'utiles orientations pour les activités actuelles et futures dans ce domaine. Un atelier a été organisé pour évaluer les cas, et un guide des pratiques efficaces devrait bientôt être publié ⁸.
14. Le bureau sous-régional de Bangkok indique que, en Chine, les services consultatifs techniques du Bureau ainsi que les activités de formation et d'information qu'il a mises en œuvre pour renforcer les capacités ont contribué à promouvoir la participation des employeurs à des initiatives de RSE. En Mongolie, une formation a été dispensée à l'organisation d'employeurs et à d'autres partenaires afin de leur permettre de participer à une initiative de RSE.

II. Réunions tripartites et réunions d'experts

15. Des projets de l'IPEC ont continué à collaborer avec le secteur privé dans le contexte de leurs politiques et programmes de RSE, notamment en Inde et au Brésil. Le siège a fourni

⁵ Voir la page de TRAVAIL sur le site du BIT.

⁶ *Recent developments on corporate social responsibility (CSR) in information and communications technology (ICT) hardware manufacturing*, document de travail de MULTI, avril 2007; voir page d'EMP/MULTI sur le site du BIT.

⁷ *Agri-food chains – Fresh fruit and vegetables: Key trends and issues*, projet de document de travail de MULTI. *L'impact des filières alimentaires mondiales sur l'emploi dans le secteur des produits alimentaires et des boissons*, document thématique soumis aux fins de discussion à la Réunion tripartite sur l'impact des filières alimentaires mondiales sur l'emploi (sept. 2007).

⁸ En principe, à la fin de 2007.

orientations et appui pour que ces politiques et programmes soient conformes aux principes de l'OIT.

16. Le Programme focal de promotion de l'emploi par le développement des petites entreprises (EMP/SEED) a organisé en Serbie et en Géorgie des réunions tripartites sur la restructuration socialement responsable des entreprises. En Serbie, en collaboration avec le bureau sous-régional de Budapest, un séminaire a été organisé avec l'administration et les travailleurs de la compagnie nationale de chemins de fer, et des recommandations ont été formulées. En Géorgie, un séminaire a été organisé avec le Centre de Turin à la demande de la Fédération des employeurs géorgiens; des représentants de haut niveau du gouvernement, des employeurs et des travailleurs y ont participé. Une proposition de projet a été élaborée; elle est actuellement examinée par des donateurs potentiels.
17. Le Bureau des activités pour les employeurs a organisé au Mali un atelier sous-régional sur la RSE auquel 12 organisations d'employeurs de la région ont participé. Plusieurs entreprises étaient représentées à ce forum, notamment: AngloGold Ashanti Mali, British American Tobacco Mali, Orange Mali, Bureau Véritas Mali.
18. SECTOR a organisé deux réunions sectorielles (voir plus haut, section I).
19. Le bureau sous-régional de Harare a organisé en Afrique du Sud un événement pour marquer le 30^e anniversaire de la Déclaration sur les EMN avec l'organisation des employeurs d'Afrique du Sud.
20. Le bureau de l'OIT à Jakarta, en coopération avec le Réseau indonésien pour l'emploi des jeunes, a convoqué un forum au cours duquel les membres de ce réseau et des représentants du secteur privé ont réaffirmé leur volonté de s'attaquer au problème de l'emploi des jeunes. Ce forum sert de point de départ à un programme de coopération entre les Pays-Bas et le BIT qui vient d'être approuvé pour promouvoir l'emploi des jeunes en Indonésie.
21. Le bureau de Tokyo a organisé une série d'activités relatives à la RSE pour marquer le trentième anniversaire de la Déclaration sur les EMN en mai 2007. Premièrement, un colloque a été organisé avec l'Université des Nations Unies; des représentants tripartites du Japon ainsi que des spécialistes d'EMP/MULTI et de l'Institut international d'études sociales y ont participé. Deuxièmement, EMP/MULTI a rencontré le Réseau du Pacte mondial afin d'échanger des vues et de promouvoir la Déclaration sur les EMN. Troisièmement, à l'invitation de l'organisation des employeurs, EMP/MULTI a présenté un exposé et a échangé des vues avec plus de 30 entreprises multinationales. Une version japonaise de la Déclaration sur les EMN a servi de base pour toutes ces réunions.

III. Activités promotionnelles et services consultatifs techniques

22. TRAVAIL a mis au point une méthodologie propre à améliorer concrètement les conditions de travail et d'emploi dans les petites et moyennes entreprises de l'économie formelle et de l'économie informelle en révisant la méthodologie du programme WISE qui vise à améliorer les conditions de travail dans les petites entreprises et en élaborant de nouveaux modules (WISER) visant plus directement l'environnement social du travail. En collaboration avec EMP/ENT et INTEGRATION, des outils ont été élaborés pour améliorer les conditions de travail et d'emploi dans le cadre du programme visant à promouvoir des pratiques décentes et productives, et un programme de formation à l'intention des organisations d'employeurs pour la gestion de la diversité et de l'égalité sur le lieu de travail a été coordonné par le Bureau des activités pour les employeurs, le

contenu technique étant mis au point par TRAVAIL et NORMES. En outre, une initiative visant à établir le programme WIND (Amélioration du travail dans le cadre du développement local) en tant que méthodologie propre à améliorer les conditions de travail et de vie, à étendre la protection sociale et à accroître les possibilités économiques dans l'économie rurale informelle est en cours sous la direction de TRAVAIL, avec la participation de SAFEWORK/CIS, SECTOR, IPEC, SEC/SOC-STEP (Stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté, département de la sécurité sociale) et avec l'appui du Programme focal sur l'économie informelle.

23. SECTOR a organisé au Pérou, en octobre 2007, un atelier visant à promouvoir l'accès des travailleuses de l'industrie de transformation du poisson à un travail décent. Les meilleures pratiques du secteur des produits alimentaires et des boissons, et notamment l'évolution de la RSE en Amérique latine, ont été examinées à cette occasion. En Egypte, Suez Cement a financé une initiative visant à promouvoir la sécurité et la santé des travailleurs dans le programme d'action concernant la construction.
24. DIALOGUE a continué à mettre en œuvre le projet visant à améliorer les conditions de travail dans les entreprises du Cambodge (Better Factories Cambodia). En 2007, l'accent a été mis sur les points suivants: 1) le processus d'amélioration interne qui affecte les activités de contrôle et de correction; 2) la transition vers un programme indépendant en 2009, comme en sont convenus les partenaires du projet dans le cadre du protocole d'accord couvrant la période 2006-2008. En outre, le projet se transforme en un programme de collaboration intersectorielle dans le cadre d'un partenariat institutionnel entre le BIT et la Société financière internationale. L'objectif est d'améliorer les relations professionnelles, les conditions de travail et la compétitivité des entreprises dans les filières d'approvisionnement mondiales. Des projets sont actuellement en train d'être mis en place dans le secteur du vêtement en Jordanie, au Lesotho et au Viet Nam, et il est prévu de lancer des projets dans l'industrie agroalimentaire en Afrique en 2008.
25. Le bureau sous-régional de Budapest et le Conseil national hongrois pour l'OIT ont organisé une session de formation bipartite sur les aspects de la RSE qui ont trait au travail, et notamment sur la Déclaration sur les EMN. Cette session, organisée en collaboration avec EMP/MULTI, a été suivie d'un séminaire à l'intention des syndicats hongrois concernant leur participation aux activités relatives à la RSE. En outre, le volet relatif à la lutte contre la discrimination sur le lieu de travail et à la RSE en Hongrie du projet de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe centrale et orientale, mis en œuvre par le bureau sous-régional de Budapest, a entrepris un certain nombre d'activités, notamment une série d'activités de sensibilisation, une étude des bonnes pratiques en matière de diversité et d'égalité des chances dans les entreprises implantées en Hongrie ainsi qu'une série de sessions de formation visant à renforcer la capacité des membres du Syndicat hongrois des postes de participer à la promotion et à la mise en œuvre efficace de la diversité. Enfin, le Bureau a participé à plusieurs activités du réseau local du Pacte mondial en Hongrie, en Ukraine et en République de Moldova, et il a resserré ses liens avec le PNUD en matière de RSE.
26. Le bureau de Bruxelles a participé à plusieurs séminaires et débats sur la RSE, notamment ceux organisés avec la Banque Dexia, Coca-Cola Europe et l'Université de Hambourg.

IV. Autres activités

27. Le Programme de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail prépare actuellement, à la demande du Conseil d'administration, des documents en vue d'une possible recommandation sur le VIH/SIDA dans le monde du travail pour discussion par la Conférence internationale du Travail en 2009 et 2010. Une étude de la législation et de la

pratique est en cours, de même que la préparation du questionnaire qui sera adressé aux Etats Membres.

Le point sur les activités du Centre international de formation de l'OIT en matière de RSE

28. Au cours de la période mars-septembre 2007, deux activités ayant un lien direct avec la RSE ont eu lieu.
29. En avril 2007, à la demande du groupe ArcelorMittal – et en étroite coopération avec le Bureau des activités pour les employeurs, avec le Programme de la protection sociale du Centre de Turin, avec l'Institut international d'études sociales et avec des représentants du MEDEF et de l'Organisation internationale des employeurs –, le Programme des activités pour les employeurs du Centre a organisé un séminaire de deux jours sur la gestion des aspects juridiques et des risques juridiques de l'accord-cadre international et d'autres instruments du groupe relatifs à la RSE.
30. Les quarante participants à ce séminaire étaient des représentants de haut niveau des départements juridiques et des départements des ressources humaines de l'entreprise et d'entités locales de plusieurs pays d'Europe occidentale, d'Europe orientale, des Amériques et d'Asie.
31. Actuellement, des discussions sont en cours en vue de déterminer quelles autres activités pourraient être menées avec le groupe ArcelorMittal. Elles pourraient être axées sur les moyens de promouvoir la santé et la sécurité à l'intérieur du groupe et de sa chaîne d'approvisionnement.
32. En juillet 2007, le programme du Centre relatif aux normes et aux principes et droits fondamentaux au travail (ILS/FPR) a collaboré avec un projet d'EMP/MULTI financé par l'Italie («Développement durable grâce au Pacte mondial») en organisant la première formation de formateurs concernant le respect des principes fondamentaux au travail dans le contexte de la RSE. Dix-neuf formateurs des gouvernements, des organisations d'employeurs et des organisations de travailleurs de la Tunisie et du Maroc ont participé à ce cours. Cela a été l'occasion de tester le matériel didactique mis au point par le projet et de l'améliorer.
33. En novembre 2007, le programme ILS/FPR organisera un cours interrégional intitulé «Normes internationales du travail et mondialisation: instruments pour le marché du travail mondialisé». Le programme de ce cours inclut un module spécifique sur les instruments de RSE, préparé en collaboration avec EMP/MULTI.
34. Comme cela a déjà été indiqué, le Conseil du Centre a approuvé, à sa session de novembre 2006, le plan de développement pour la période 2007-2011 qui inclut une initiative focale sur la RSE. Le programme d'investissement du Centre 2007-2011 dispose de 300 000 dollars pour la RSE. L'objectif est «de développer la capacité du Centre de proposer des services et de nouveaux produits de formation sur la RSE, de mettre à jour et d'étoffer les matériels existants (modules) et de concevoir des plans d'études nouveaux et novateurs pour des audiences spécifiques». Le programme triennal d'activités lié à ce programme d'investissement est en cours d'élaboration et sera mis en œuvre en étroite collaboration avec MULTI, le Bureau des activités pour les travailleurs et le Bureau des activités pour les employeurs. Actuellement, un groupe de travail étudie différentes options et orientations dans l'attente des orientations politiques de la sous-commission, conformément aux interventions des représentants des employeurs et des travailleurs à la session de mars 2007 de la sous commission. Les options possibles sont les suivantes:

- mise au point d'un matériel didactique propre à aider les spécialistes de l'audit social lorsque référence est faite aux conventions fondamentales de l'OIT;
- élaboration de matériels didactiques concernant la RSE, les PME et la filière d'approvisionnement;
- élaboration de matériels didactiques propres à sensibiliser les intéressés aux instruments internationaux qui ont un lien avec la RSE, par exemple la Déclaration sur les EMN et le Pacte mondial.

Genève, le 8 octobre 2007.

Document soumis pour information.